

**POLITIQUE & SOCIÉTÉ**

# Des inégalités criantes pour les enseignants du primaire

**ÉDUCATION** Derrière une hausse potentielle de 2,3 % du recrutement de professeurs des écoles cette année, se cachent des disparités régionales aux dépens des académies déjà les plus défavorisées.

**B**onne nouvelle, au concours externe de recrutement des professeurs des écoles (CRPE), il y aura plus de postes ouverts cette année qu'en 2024 : 8102 contre 7917, soit 2,3 % de hausse. Mauvaise nouvelle en revanche, cela n'empêchera pas les conditions de travail des personnels, et l'apprentissage des élèves, de continuer à se dégrader de manière importante dans les académies déjà les plus en difficulté.

En cause dans cette apparente contradiction, la répartition géographique de ces nouveaux postes. Sur trente académies, vingt-trois connaissent une stabilité ou une hausse de leur recrutement – parfois importante comme à Bordeaux, Nantes ou en Normandie, où il y a eu environ un tiers de postes ouverts en plus. À l'inverse, dans sept académies, c'est un recul : la Guyane (de 150 à 110 postes), La Réunion (de 133 à 120 postes), mais aussi Lille (de 515 à 448 postes, soit - 13 %), Lyon (de 435 à 362 postes, - 17 %) Créteil (de 1037 à 869 postes, - 16 %) et Versailles (de 1230 à 960 postes, - 22 %).

**PLUS D'ENSEIGNANTS MAIS PEU FORMÉS**

Les deux académies de la banlieue parisienne pèsent à elles seules 17 % des effectifs élèves de France. Elles cumulent déjà les difficultés, avec les plus fortes concentrations d'élèves issus des classes sociales défavorisées et d'écoles classées en éducation prioritaire. Leur recrutement est déficitaire depuis des années... et c'est précisément là que se situe l'entourloupe, explique Guislaine David, porte-parole du syndicat

FSU-SNUipp : « *Le manque d'attractivité fait qu'il y a tous les ans des postes perdus, non pourvus, dans ces académies. Cette fois, le ministère a décidé de ne pas ouvrir plus de postes au concours que le nombre de ceux qu'il estime pouvoir recruter. Tout en augmentant les postes ouverts dans les autres académies, ce qui lui permettra sans doute d'y embaucher moins de contractuels et surtout de préserver les apparences, en présentant un chiffre positif au niveau national.* »

Logiquement, c'est l'inverse qui devrait se produire à Créteil, Versailles, Lille ou Lyon : encore plus de contractuels pour combler les manques devant les classes, alors que ceux-ci y représentent déjà jusqu'à 6,5 % des effectifs (Créteil).

Dit autrement : encore plus d'enseignants peut-être volontaristes mais recrutés à la va-vite et peu, voire pas du tout formés, auprès des élèves les plus fragilisés, qui ont le plus besoin d'enseignants expérimentés, investis et compétents.

Pour Guislaine David, même avec une réforme de la formation initiale qui prévoit un prérecrutement en licence, rien ne changera sans des « *mesures structurelles* » pour améliorer l'attractivité du métier enseignant : « *Les candidats de province ne veulent plus venir sur ces postes parce qu'ils savent qu'ils ne pourront plus en repartir. Il faut résoudre le problème des salaires, du coût du logement en Île-de-France, des conditions de travail...* » Derrière un chiffre global qui se veut rassurant, c'est donc une nouvelle dégradation de l'école publique qui s'avance. ■

**OLIVIER CHARTRAIN**

Dans l'académie  
de Créteil, 6,5 %  
des effectifs  
sont des  
contractuels.

Image non disponible.  
Restriction de l'éditeur

Dans la banlieue parisienne, le recrutement est déficitaire depuis des années.

. MAGALI COHEN / HANS LUCAS / AFP

